M 6189 - 1092 - 8,00 F
3796189008001 10920
ISSN 0024-7650

13, 14, 15 mai la Fête

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 1 093 - 13 mai 1989 - prix : 8 F

profits, production, ça va... pour eux ! chômage et salaires bloqués pour les autres

PROFITS, PRODUCTION, ÇA VA... POUR EUX
CHÔMAGE ET SALAIRES BLOQUÉS POUR LES AUTRES

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

Mitterrand est content. Rocard aussi, même si ce dernier est allé verser une larme en Nouvelle-Calédonie sur la tombe de Tjibaou qu'il avait si bien réconcilié avec Lafleur. Ils ont déjeuné ensemble et fêté la huitième année de présidence de la République de Mitterrand, et la première année de ministère Rocard. Tout baigne, paraît-il.

Cela fait huit ans qu'on a un président qui se disait de gauche quand il nous a demandé nos voix, et on a bien du mal aujourd'hui à se rappeler son étiquette politique. C'est vrai qu'en huit ans, gauche, droite, on a oublié la différence, si toutefois il y en a jamais eu une. Aujourd'hui même, c'est tout juste si on se rappelle quand Rocard a succédé à Chirac (c'était pourtant il y a juste un an...), tant les Premiers ministres de Mitterrand, gaullistes ou socialistes, se suivent et mènent la même politique.

Huit ans, c'est mieux qu'un bail, et la gauche a eu le temps de faire ses preuves. Pas auprès des travailleurs, bien sûr, dont elle ne voulait que les voix, mais auprès des patrons, des banquiers et des faiseurs d'argent de tout poil. Arrivée au gouvernement en 1981, en pleine crise économique, elle a fait accepter aux travailleurs (et aux syndicats comme au Parti Communiste qui était alors au gouvernement), le blocage des salaires, l'austérité et les autorisations de licenciements massifs. Dans le même temps, elle s'est adressée aux patrons en leur disant : n'ayez crainte, nous nous portons garants de la paix sociale avec l'accord des syndicats, enrichissez-vous et faites des profits en Bourse ! C'était en 1982, 83, 84, 85...

Les patrons ont suivi le conseil, et les travailleurs se sont appauvris : chaque famille ouvrière a connu son ou ses chômeurs ; certains ont même dû abandonner leur logement. La pauvreté et la misère sont réapparues. Après les restos du cœur de Coluche, c'est le retour de l'Abbé Pierre et des 400 000 sans-abri et deux millions de mal-logés, tout comme dans les années d'après-guerre !

Depuis 1986, il y a eu quelques grèves importantes, chez les cheminots ou dans certaines grandes entreprises publiques, mais plus rarement dans de nombreuses entreprises privées où les travailleurs craignent plus pour leur remploi. Car la confiance des travailleurs en eux-mêmes n'est pas suffisante pour oser frapper tous ensemble. Alors les grèves se sont succédé sans jamais confluer, et les patrons et les politiciens à leur service comme Rocard se sont à nouveau rassurés. Et Mitterrand se félicite de continuer à gouverner dans ce qu'il appelle la tranquillité.

Seulement, derrière cette apparente tranquillité sociale, il y a le sentiment d'injustice et de colère qui s'accumule chez la plupart des travailleurs, et qui éclatera d'autant plus fort qu'ils ont encaissé trop de choses pendant trop longtemps.

Il fut un temps, dans ce pays, où ceux qui ne croyaient pas en la force des travailleurs, qualifiaient le pouvoir de De Gaulle de «pouvoir fort». Ça durait ainsi depuis dix ans. Tant et si bien, qu'un beau jour de 1968, des journalistes bourgeois se risquèrent à dire que la france (la leur sans doute) s'ennuyait ! A peine le mot prononcé, la jeunesse explosait et narguait le pouvoir prétendu fort, et les travailleurs se retrouvaient dans la rue pour dire «dix ans ça suffit» et déclenchaient la grève générale !

Aujourd'hui, les patrons ne s'ennuient pas. Ils spéculent en Bourse et tirent leur chapeau à la «force tranquille de Mitterrand» qui leur permet de se remplir les poches en vidant celles du monde du travail. Jusqu'à ce qu'un beau jour, sans crier gare, dans les ateliers, les bureaux et les chantiers, les sacrifiés de la crise, ceux que Mitterrand n'a pas tranquillement enrichis, décident que huit ans, ça suffit ! Et il n'y aura pas besoin d'élections pour le faire savoir.

Après l'assassinat de J.-M. Tjibaou et Yeiwéné Yeiwéné

LES INQUIÉTUDES DE ROCARD

L'assassinat de Jean-Marie Tjibaou et de Yeiwéné Yeiwéné aura valu, à la mémoire du leader du FLNKS et de son lieutenant, un concert de louanges de la part de la classe politique et de la presse françaises qui aurait paru bien imprévisible il n'y a guère qu'un an. Mis à part Pasqua et Le Pen, tous saluent *"l'œuvre de réconciliation"* entreprise par Tjibaou, son courage, la *"voie raisonnable"* du compromis qu'il avait prise. La cérémonie religieuse célébrée dimanche 7 mai dans la cathédrale de Nouméa se sera passée avec les "honneurs" du drapeau français et de la présence de Rocard, et avec la participation des notables caldoches sous la direction de Jacques Lafleur.

ROCARD A LA RECHERCHE DE NOUVEAUX «INTERLOCUTEURS VALABLES»

Du côté de Rocard, qui avait fait des accords signés à Matignon le 25 juin 1988 un succès quasi-personnel de sa politique vis-à-vis de la Nouvelle-Calédonie, on comprend qu'il y ait de l'inquiétude devant la situation nouvelle créée par ces morts. Tjibaou disposait auprès de la population kanake du crédit indispensable pour faire passer le réglement néo-colonial entériné par ces accords, réglement qui repousse jusqu'en 1998 la question de fond sur l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie. En lui, et à un degré moindre en son second, Yeiwéné Yeiwéné, le gouvernement Rocard avait trouvé des «interlocuteurs valables» pour l'impérialisme français.

La question se pose maintenant de savoir s'il va émerger rapidement, des rangs des militants kanaks, un héritier capable de les remplacer.

Rocard s'est montré soucieux d'agir vite, d'éviter le vide. Immédiatement Léopold Jorédié, considéré comme le «n° 3» du FLNKS, a été nommé par le gouvernement au Comité consultatif (l'instance qui flanque le Haut Commissaire français pendant l'actuelle période transitoire), à la place qu'occupait Tjibaou. Et, après une brève hésitation, Rocard a décidé de maintenir les élections provinciales prévues pour le 11 juin.

Rocard et son entourage sont certainement prêts à tout faire pour aider une personnalité kanake à occuper au plus vite la place de Tjibaou. Mais cela ne dépend évidemment pas seulement d'eux. Encore faut-il que, quelle qu'elle soit, cette personnalité soit en mesure de jouer auprès des tribus, des jeunes et des militants kanaks, le rôle que Rocard voudrait lui voir jouer et que Tjibaou avait pu et accepté d'endosser. Un rôle qui, comme on vient de le constater, comporte des risques, y compris politiques.

LES DISSENSIONS AU SEIN DU FLNKS...

La politique de collaboration incarnée par Tjibaou ne rencontre pas un assentiment unanime parmi les Kanaks. L'assassin, Djubelly Wéa, est présenté comme étant proche du FULK (Front Uni de Libération Kanak), une tendance radicale du mouvement indépendantiste qui avait désapprouvé les accords de Matignon, et qui vient de commenter les deux nouveaux morts d'Ouvéa en ces termes : *«Comme quoi il ne faut jamais trahir la lutte du peuple kanak»*.

Le FULK, qui réclame l'ouverture de négociations pour l'accession immédiate de la Nouvelle-Calédonie à l'indépendance, a-t-il vraiment les moyens de remettre en cause le processus officiel ? En tout cas, à la lumière des reportages publiés à la suite de l'assassinat des deux dirigeants du FLNKS, il apparaît que le consensus n'était pas aussi large en Nouvelle-Calédonie qu'on voulait nous le faire croire.

Le cas le plus connu est celui des tribus du Nord de l'île d'Ouvéa, qui depuis le massacre de 19 des leurs le 5 mai 1988, lors de l'assaut contre la grotte de Gossanah, vivent dans un climat d'hostilité, voire dans un état de franche sécession, à l'égard des autorités officielles de l'Ile. Et leur rancœur pour ce drame ne vise pas que les Caldoches et les autorités françaises.

Les militants kanaks d'Ouvéa détenaient dans cette grotte des gendarmes français pris en otages peu auparavant à la faveur d'une opération lancée à Fayaoué dans le cadre de consignes générales données par le FLNKS, des consignes d'action contre le statut colonial et pour l'indépendance. Or, même pas deux mois après la mort des 19 Kanaks d'Ouvéa, voilà que Tjiabaou au nom du FLNKS acceptait à Paris de serrer la main du représentant des Caldoches, Lafleur, et de renvoyer la perspective de l'indépendance à 1998...

Bien sûr, il est possible que l'action de la grotte de Gossanah elle-même ait été imposée par les militants d'Ouvéa à une direction du FLNKS réticente. Quoiqu'il en soit, cette affaire suivie du ralliement de Tjibaou aux accords Matignon n'a fait qu'accroître la fracture entre ce secteur du FLNKS et les dirigeants du Front. Et la défiance et l'amertume vis-à-vis de ces dirigeants existent peut-être au-delà de ce coin de l'archipel, en particulier parmi les jeunes, qui ont au cours de ces dernières années pu voir Tjibaou prêcher le calme et la non-violence dans des circonstances aussi dramatiques que l'embuscade de Hienghène (décembre 1984), où deux de ses propres frères laissèrent la vie, ou l'assassinat d'Eloi Machoro (janvier 1985).

Entre les groupes qui, au sein de cette coalition hétérogène qu'est le FLNKS, ont accepté les accords du 25 juin 1988, il y a une série de rivalités, et avant tout de la rancœur contre la principale formation, l'Union Calédonienne de Tjibaou. L'Union Calédonienne est notamment accusée de retirer l'essentiel des bénéfices des accords. En matière de stages de formation, de crédits et de subventions, la politique des autorités lui ferait la part belle par rapport aux autres composantes du Front. En tout cas, trois des candidats de l'Union Calédonienne ont été élus maires, aux récentes municipales, grâce à l'appui de voix du... RPCR de Lafleur.

QUELLE POLITIQUE POUR LA POPULATION KANAKE ?

Il semble donc que, de la part d'une partie des militants du FLNKS qui contestent les accords Matignon, le principal reproche fait à ces accords soit de les laisser de côté dans le partage des subventions et des postes. Mais cette contestation peut trouver une base dans la population kanake, qui elle-même n'approuve sans doute pas aussi unanimement qu'on voudrait nous le faire croire ces accords, dont le résultat le plus clair est la perpétuation de la situation coloniale pour au moins dix ans.

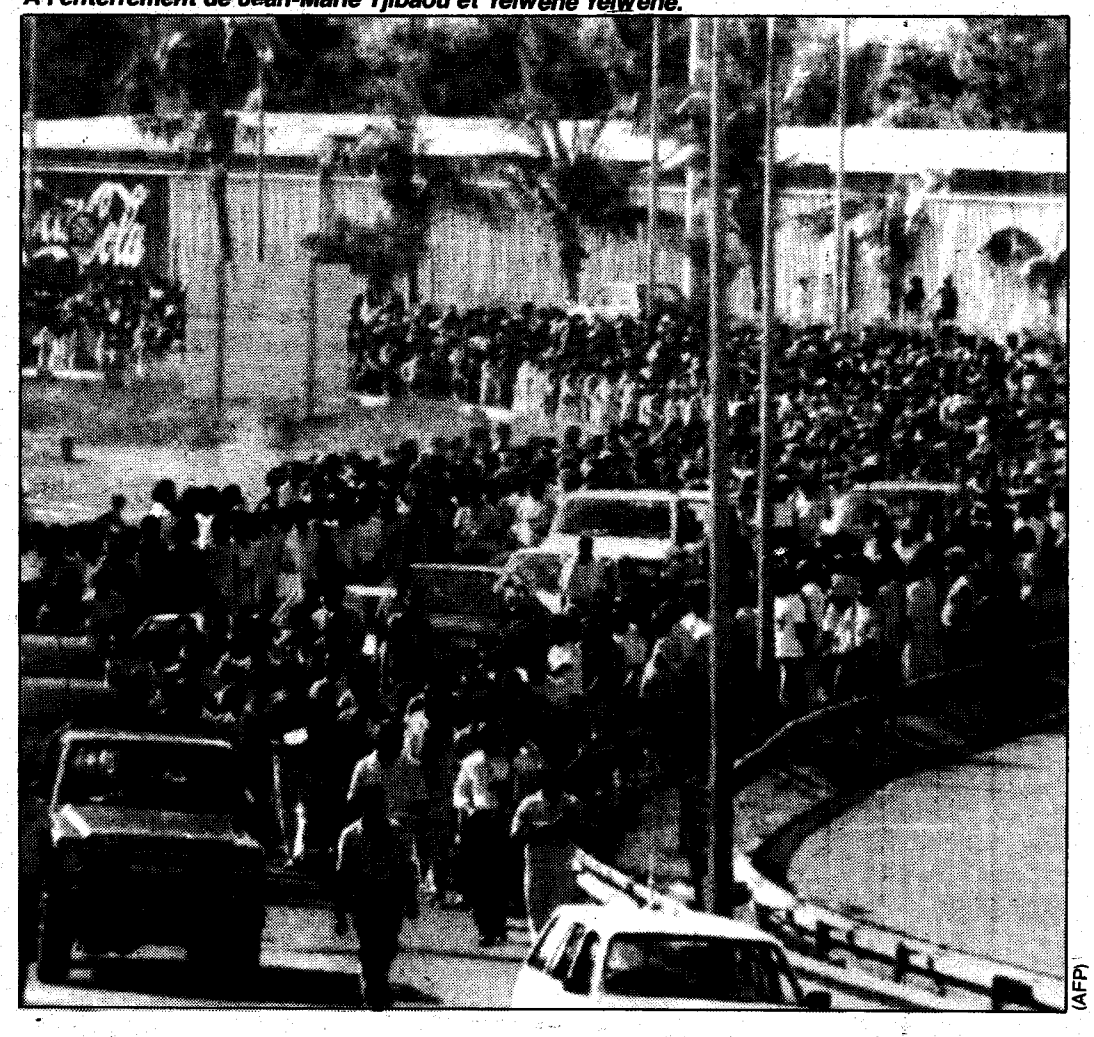
Cela aussi ne pouvait qu'inciter le gouvernement Rocard à faire vite et notamment à tenir les élections sans laisser le temps aux fractures du FLNKS de s'élargir, et de donner ainsi à la population kanake les moyens d'exprimer, si elle le souhaite, son opposition à sa politique.

En tout cas, de ce point de vue, l'assassinat de Jean-Marie Tjibaou et de Yeiwéné Yeiwéné, même s'ils étaient les deux leaders qui s'étaient le plus compromis avec le pouvoir colonial, ne résoud rien pour la population kanake. Quelle autre politique proposent les inspirateurs de l'assassinat, si même ils en ont une ? Ne sont-ils pas prêts eux-mêmes à passer un compromis du même type, pourvu que le pouvoir veuille bien leur y faire une place ? Autant de questions qui restent posées.

Car une véritable émancipation de la population kanake requerrait une toute autre politique que celle de leaders nationalistes à la Tjibaou, et pas seulement la version nationaliste un peu plus radicale que certains sont peut-être prêts à proposer. Elle requerrait une politique visant à instaurer, non le pouvoir de quelques notables, mais celui de la population pauvre, des exploités, dans un cadre qui ne pourrait d'ailleurs pas se limiter à celui de la Nouvelle-Calédonie car il devrait trouver un appui, un soutien actif, parmi tous les exploités d'Océanie. Y aura-t-il parmi les militants kanaks des hommes prêts à avoir ce radicalisme-là, un radicalisme politique et social qui, même quand il ne s'exprime pas par des balles, peut avoir un caractère bien plus explosif ?

Christiane LE GUERN

A l'enterrement de Jean-Marie Tjibaou et Yeiwéné Yeiwéné.



(AFP)

Travail précaire

LES BONNES PAROLES DE SOISSON N'ARRÊTENT PAS LES PATRONS

Le ministère du Travail vient de faire connaître les résultats de son enquête sur le développement du travail précaire et ils sont édifiants.

5,5 millions de contrats intérimaires ont été conclus en 1988, chiffre en progression de 36,5 % par rapport à 1987. La hausse avait déjà été de 20,8 % et 19,4 % pour les années précédentes.

Quant aux contrats à durée déterminée, dans les entreprises de plus de 50 salariés, ils ont été en augmentation. Proportionnellement au nombre des embauches ils ont représenté 67,8 % l'an passé pour 65 % en 1987, 63,6 % en 1986, 61,3 % en 1985.

Le travail précaire qui selon la loi ne devrait servir qu'à titre de remplacement momentané, est devenu le système préféré des patrons pour toute embauche, avec l'avantage de contourner les avantages acquis contenus dans les conventions collectives. Le ministre du Travail J.-P. Soisson s'est déclaré *«préoccupé»*, et il estime que cette croissance appelle *«une réaction et une correction de la part du gouvernement»*.

Après la circulaire que Soisson avait déjà publiée en décembre 1988 pour rappeler que le travail précaire ne devait pas se substituer à des emplois normaux, cela n'est donc pas le premier appel à la raison en direction des patrons. Mais ceux-ci, qu'ils soient patrons de petites entreprises ou de grandes, n'ont que faire des discours ministériels.

A Citroën-Aulnay, comme on s'en souvient, un *«comité pour les droits des intérimaires»* a dénoncé les pratiques patronales en la matière. Après qu'il eut contraint par son intervention Citroën, Peugeot et d'autres à régler des primes non payées, un certain nombre de ses membres qui auraient normalement dû être embauchés au regard de la loi, n'en ont pas moins été licenciés ; et cela au vu et au su du ministre du Travail. C'est devant les tribunaux maintenant que le comité va faire valoir les droits de ses membres, mais il attend toujours l'intervention du gouvernement pour empêcher Citroën de piétiner la loi.

C'est bien pourquoi tant que les directives gouvernementales restent des injonctions platoniques, les patrons continuent à suivre leur loi à eux, c'est-à-dire celle de leurs profits. Et si le gouvernement voulait réellement freiner l'utilisation abusive du travail précaire, il ne se contenterait pas de simples interventions verbales diffusées par voie de presse à destination des patrons.

Les intérimaires risqueraient d'attendre longtemps et pour rien, s'ils se contentaient de laisser leur sort dépendre des seules velléités gouvernementales. Et le mieux qu'ils puissent faire pour accélérer la défense de leurs droits, c'est de s'organiser pour les faire valoir eux-mêmes, avec leurs propres moyens.

L.G.

L'INSEE optimiste

L'AVENIR ROSE... POUR LES BOURGEOIS

Selon l'étude que l'INSEE vient de rendre publique «une vision plus optimiste de l'avenir peut être proposée pour la France». Est-ce à dire que la population laborieuse va voir enfin sa situation s'améliorer, le chômage régresser, son niveau de vie augmenter ? Et bien, non !

Que ce soit dans la version pessimiste des économistes (croissance à 2 % pour les années à venir) ou la version optimiste (croissance à 3 %), le chômage augmente ! La seule différence, c'est qu'il augmente «moins vite» dans la version optimiste. De toute façon, les prévisions oscillent entre 200 000 et 600 000 chômeurs officiels de plus, d'ici 1992.

Alors ça va bien pour qui ? Mais pour les entreprises, bien sûr. Les marges des entreprises continuent à augmenter et les bénéfices qui se portent déjà fort bien continueront leur ascension. Les experts en concluent que l'investissement privé va reprendre, oubliant sans doute que ceux qui ont des capitaux à placer préfèrent «investir» dans la spéculation boursière que dans la production. En effet la valeur des actions en Bourse a augmenté de 45 % en un an. Qui dit mieux ?

Quand on est salarié, ce n'est certainement pas avec son travail qu'on peut réaliser de tels gains, puisque les salaires continuent de stagner.

Tous les scénarios imaginés par l'INSEE sont destinés à aider les politiciens à définir la meilleure politique à mener pour que la part des bourgeois augmente encore et toujours – quelle que soit d'ailleurs la situation économique – au détriment de la part des travailleurs. Les commentaires de la presse écrite et parlée visent à persuader les travailleurs qu'ils ne sont pas encore sortis du tunnel.

Mais à entendre la satisfaction des représentants du patronat, à voir l'ampleur des bénéfices engrangés par les possédants, les sommes folles et l'argent facile gagnés dans la spéculation, l'optimisme que les possédants affichent pour les années à venir, s'imaginant sans doute qu'ils vont pouvoir continuer sans vergogne à pressurer la population laborieuse, les travailleurs ne peuvent que se convaincre que décidément il est grand temps de réclamer leur dû.

D. CHABLIS

LA CAMPAGNE DE LUTTE OUVRIÈRE

Comme nos lecteurs le savent déjà, Lutte Ouvrière présentera une liste aux prochaines élections européennes.

Nous invitons tous nos amis et sympathisants à nous aider ; financièrement bien sûr, en souscrivant et en faisant souscrire autour de vous pour la liste de Lutte Ouvrière ; mais aussi en collant nos affiches partout où vous souhaitez qu'elles soient lues.

D'ores et déjà, vous pouvez coller des textes d'affiches signés par notre camarade Arlette Laguiller. Alors, à vos seaux de colle et balais de collage...

Pour souscrire : chèque bancaire à l'ordre de Lutte Ouvrière ou virements postaux à Lutte Ouvrière, CCP 31 175 86 W La Source, avec mention «souscription».

L'Europe unie ? chiche !

les frontières, les drapeaux,
les patries ne servent qu'à
diviser les peuples et la
concurrence n'est
qu'un prétexte aux salaires
bloqués et aux profits élevés.

Arlette Laguiller

L'Europe unie ? oui !

les salariés n'ont pas de
concurrents hors des frontières
et leurs exploiteurs sont ici.
Travailleurs ne nous trompons
pas d'adversaires
et l'Europe sera un réel progrès.

Arlette Laguiller

L'Europe unie ? Bien sûr !

Mais pour abolir vraiment les
frontières et les inégalités,
la concurrence, le chômage
et les bas salaires,
Travailleurs, ne laissons pas
l'Europe aux profiteurs.

Arlette Laguiller

SNCF (Sud-Est)

LES CONTRÔLEURS NE CONTRÔLENT PLUS

Depuis plus de trois semaines maintenant, les contrôleurs grandes lignes du réseau Sud-Est poursuivent la «grève de la pince», c'est-à-dire la grève du contrôle des billets sur les trains, pour la plus grande joie des usagers pendant que la direction SNCF fait, elle, la grimace...

La grève des contrôleurs grandes lignes (ils sont au nombre d'environ 2 000 sur ce réseau : 500 à Paris, autant à Marseille, à Lyon), est assez largement suivie pour des revendications qui sont toutefois très dispersées. Selon les régions, selon les secteurs, les cheminots en mouvement réclament l'aménagement de leurs conditions de travail, l'amélioration du déroulement de carrière ou encore des possibilités en matière de restauration, sur les trains ou durant le service, plus favorables que celles qui existent aujourd'hui. Ces revendications restent donc également très particulières à leur profession, très corporatistes. Le problème des salaires n'est pas directement mis en avant. Par ailleurs, les contrôleurs n'ont jusqu'à présent guère fait d'effort pour faire connaître largement leur mécontentement et leur mouvement aux autres cheminots.

Dans ces conditions, la direction commence à accentuer ses pressions pour décourager les grévistes de la pince. Ainsi, elle vient d'adresser aux contrôleurs une lettre individuelle, les mettant en garde contre les risques de sanctions entraînées par ce type d'action. Elle a d'autre part annoncé que *«les agents dont les manquements à leurs obligations professionnelles auront été constatés, se verront appliquer une retenue du salaire proportionnelle au travail non fait et (une retenue) de la prime journalière...»*. Pour certains, cela représenterait environ quatre-vingts francs par jour de retenues.

Pour l'instant, les tentatives d'intimidation de la direction semblent avoir surtout l'effet contraire de celui espéré...

A Paris, gare de Lyon, une assemblée d'une cinquantaine de contrôleurs a voté la poursuite du mouvement.

Correspondant LO

168 licenciements dans le groupe CIPEL

LES TAPIE SE SUIVENT ET SE RESSEMBLENT

La Cipel qui produit les piles Mazda et Wonder à Vernon, Louviers et Caudebec-lès-Elbeuf près de Rouen a été rachetée le 13 janvier 1989 par le groupe américain Ralston-Purina-Company qui fabrique les piles Ucar. C'est le plus gros producteur de piles au monde. Après avoir fait le tour du propriétaire, les nouveaux patrons viennent de décider le mois dernier de supprimer 168 emplois soit environ 10 % de l'effectif total.

Décidément les patrons de Cipel se suivent et se ressemblent. En effet Ralston rachète la Cipel à Tapie et Bouygues. En septembre 1985, Tapie avait licencié plusieurs centaines de travailleurs des anciennes usines Wonder, ce qui avait entraîné la fermeture des usines de Lisieux et de Saint-Ouen ; et cela peu de temps avant le rachat de la Cipel en association avec Bouygues. Nos deux compères ont ensuite «incité» des dizaines de salariés à partir en FNE... aux frais de l'Etat ou plutôt des contribuables.

La dernière opération de revente de la Cipel s'est faite secrètement : personne n'a eu connaissance du protocole de vente ni du montant du rachat. Par contre, elle s'est faite avec l'accord de l'Etat. Le ministère de l'Industrie avait d'ailleurs fait savoir à un conseiller général socialiste de la région elbeuvienne que Ralston reprenait «bien entendu les sites industriels et les effectifs concernés». Certes, au moment-même du rachat, il n'y a pas eu de licenciements. Les patrons de Ralston ont attendu seulement trois mois pour passer à l'attaque. Mais il est tout de même évident pour les travailleurs que le gouvernement a couvert l'opération. Et il faut croire que Fabius, député de la circonscription où se trouve l'usine de Caudebec ne se sent pas tout à fait à l'aise sur le sujet puisqu'il n'a toujours pas rencontré les représentants des travailleurs de la Cipel. Il a préféré consacrer du temps à se pavaner avec le préfet et les patrons du coin pour lancer, le 26 avril, une «charte de développement économique de l'agglomération elbeuvienne». Cela va se traduire par de nouvelles indemnités aux patrons. Ces messieurs ont tellement licencié dans l'agglomération d'Elbeuf que Fabius et le préfet se sont fait un devoir de les encourager dans la même voie, par de confortables indemnités qui iront dans leurs poches !

L'usine de Caudebec est la plus touchée par le projet de suppressions de postes de Ralston. Son effectif est actuellement de 627 personnes. 70 suppressions d'emplois sont prévues, comprenant 46 licenciements «secs» en convention-conversion, 17 départs en FNE et 7 départs «volontaires». Des membres de la direction auraient d'ailleurs cyniquement expliqué que les licenciements secs avaient été programmés pour justifier auprès de l'Etat les demandes de départ en FNE. Il est clair que les nouveaux patrons comme les anciens veulent réaliser une opération fructueuse sur le dos des travailleurs. Ils envisagent non seulement de licencier mais aussi de moderniser certaines installations et de poursuivre la pratique intensive des heures supplémentaires.

Les travailleurs de Caudebec ont débrayé massivement une heure, le mardi 25 avril. Un comité pour l'annulation des licenciements (soutenu par la CGT de l'usine) s'est mis en place et a distribué un tract sur l'usine et sur le marché d'Elbeuf. La procédure est bloquée jusqu'au prochain Comité central d'entreprise, le 18 mai prochain, ce qui laisse quelques jours supplémentaires pour préparer une réaction.

Correspondant LO

LAMY LUTTI (Tourcoing)

USINE DE DOUCEURS MAIS LICENCIEMENTS SECS

On a beau fabriquer des "douceurs" à longueur d'année, la semaine dernière, la direction de Lamy Lutti, à Tourcoing, décidait de licencier brutalement deux travailleurs de l'usine - dont un chef d'équipe - sous le prétexte futile qu'ils se seraient bagarrés dans l'atelier.

Dans cette entreprise où il n'y avait pas eu de grève depuis 1982 - pour la mise en application des 39 heures - 90% des 50 ouvrières et ouvriers de l'équipe d'après-midi débrayaient une heure mercredi 3 mai, à l'annonce du possible licenciement des deux travailleurs. Mardi 9, l'autre équipe, celle du matin, débrayait à son tour à 50 sur 65, dont deux chefs, pour une heure aussi. Mais le débrayage se poursuivit de 10 h à 13 h pour une bonne partie du personnel. A nouveau l'équipe d'après-midi débraya, et une pétition contre ces licenciements fut signée par quasiment tous les travailleurs.

Tout le monde est conscient que ces licenciements sont injustes, mais en plus qu'ils préparent la voie à d'autres, car la direction veut préparer la réduction des effectifs en vue de sa future usine ultra-moderne.

Non seulement Lamy Lutti fait des bénéfices conséquents ; non seulement depuis des mois la direction exerce un chantage sur plusieurs municipalités de la région pour obtenir le maximum de subventions lors de son prochain transfert ; mais en plus elle veut nous faire supporter les conséquences de sa modernisation : licenciements, accélération des cadences pour les emplois maintenus, salaires au minimum. Alors, pour réagir, il ne faudra pas en rester aux douceurs !

À Creil-Nogent

FACTEURS EN GRÈVE

CONTRE LES SUPPRESSIONS D'EMPLOI

Depuis le début du mois de mai, la très grande majorité des postiers affectés à la distribution du courrier de Creil-Nogent est en grève contre la suppression de 4 tournées, soit près de 10 % du total (une cinquantaine).

Depuis mardi 9 mai, la poste de Creil Principal est totalement fermée par les grévistes. Quelques agents du service général se sont ralliés à la grève.

De son côté, l'administration, le même jour, a mis en place un centre de tri parallèle à la Chambre de Commerce, où les camions viennent apporter le courrier de l'agglomération et où quelques dizaines de personnes, grassement payées, s'occupent de récupérer le courrier des entreprises. Pour les usagers - travailleurs, de toute façon, il n'y a pas de distribution.

C'est au moins au niveau départemental que l'administration des PTT a décidé de faire un exemple, en se montrant non seulement intransigeante, mais en plus en ayant une attitude provocante vis-à-vis des travailleurs des PTT et, bien au-delà, vis-à-vis de tous les travailleurs.

Les suppressions d'emplois sont bien sûr très choquantes. La population a augmenté à Creil-Nogent et c'est dans ce contexte qu'on décide de réduire les tournées. Cela fait suite à six autres suppressions d'emploi en cours et au démantèlement total du service télégraphe. Un télégramme met autant de temps pour être distribué qu'une simple lettre ! Cela fait suite aussi à des suppressions d'emplois comparables qui avaient eu lieu à Compiègne à l'automne, alors que là aussi la population et le trafic étaient en augmentation importante. Six jours de grève avaient eu lieu à l'époque, à Compiègne, et les postiers avaient repris avec des promesses de réexamen. Promesses qui n'ont jamais été tenues.

C'est pourquoi les postiers de Creil n'ont pas accepté de s'en remettre aux mêmes promesses, d'attendre un réexamen dans les mois à venir. Ils ont prolongé leur grève.

Oh, bien sûr, les postiers ont eu droit au soutien moral du député - maire socialiste, soutien efficace puisque, à la suite de celui-ci, l'administration et la préfecture ont... mis en place le centre parallèle.

Dans la situation présente, le plus efficace pour les grévistes serait de trouver des alliés déjà parmi les quelques centaines de travailleurs des PTT du Bassin creillois (300 aux télécom, à peu près autant au centre de tri). Certes, les grévistes ne s'attendaient sans doute pas au départ à une telle montée des enchères de la part des représentants du gouvernement socialiste.

Mais aujourd'hui, à toute occasion, les représentants des pouvoirs publics tiennent à montrer aux patrons qu'ils savent être encore plus intransigeants qu'eux et qu'ils sont prêts à dilapider les millions (voir le coût exorbitant de ce centre de tri parallèle), plutôt que de satisfaire une revendication qui prend en compte l'intérêt général.

Oui, aujourd'hui, il ne suffit pas de se sentir dans son bon droit, il faut se faire craindre. Il est à déplorer que les organisations syndicales, puissantes au niveau de Creil, restent passives face à ces provocations. A titre d'exemple, dans la Somme, à l'automne, quelques dizaines de militants CGT locaux avaient pu disperser un centre de même nature.

Mais les grévistes eux-mêmes peuvent, par leur énergie et leur détermination, trouver les appuis nécessaires auprès des autres travailleurs.

Montbéliard

UN CONSEIL (MUNICIPAL) GÉNÉREUX POUR PEUGEOT

On a beaucoup parlé argent au Conseil municipal de Montbéliard le 28 avril. Les subventions aux différentes associations de la ville ont été votées, ainsi que quelques petits cadeaux de la ville pour ses bonnes œuvres. Exemple : 30 000 F pour la course à pied du «Lion», qui a lieu chaque année entre Belfort et Montbéliard!

Tous les élus ont voté pour, sans sourciller, sauf notre camarade Christian Driano, conseiller municipal de «Lutte Ouvrière». Les organisateurs de cette course, largement sponsorisée par Peugeot, n'ont pas besoin de cette somme. Il n'est certainement pas le seul à le savoir, mais il a été le seul à le dire !

Autre affaire évoquée en commission «logement», dans laquelle siège notre camarade : le service logements de l'entreprise Peugeot a «invité» des locataires à revenus modestes, habitant un immeuble en rénovation, à déménager, pour libérer des logements où seraient installés prochainement des cadres et techniciens Peugeot. L'opération semble bien se faire avec la bénédiction de la municipalité...

Si tout cela se confirme, ladite opération bénéficiera alors d'un maximum de publicité. On peut compter sur le conseiller municipal de Lutte Ouvrière pour cela !

ELM/Leblanc - Drancy-Bobigny (93)

5 JOURS DE GRÈVE POUR LES 500 F

La grève d'ELM-Leblanc s'est terminée le mercredi 10 mai, après avoir duré cinq jours, mais qui se sont étalés sur les ponts du 1er mai et de l'Ascension. Elle avait commencé le jeudi 27 avril.

Ces cinq journées de grève étalées sur deux semaines compteront, dans cette entreprise où la dernière grève date d'il y a huit ans. Les grévistes ont démarré le mouvement lorsque la direction a annoncé qu'elle remettait en question les maigres augmentations de salaires qu'elle promettait précédemment (3 % répartis sur l'année, en plus de 1 % déjà obtenu en janvier, plus quelques augmentations de primes).

La grève a démarré à l'usine de Bobigny (160 personnes), puis s'est répandue dans l'établissement de Drancy (450 environ) et dans quelques petits secteurs isolés. Bien que la grève soit restée minoritaire, les non-grévistes montraient leur sympathie pour les grévistes. Le nombre des grévistes a culminé à 200 (environ le tiers du personnel). Les grévistes ont mis en avant la revendication de 500 F pour tous avec paiement des heures, puis des jours de grève, et cela bien que la direction soit revenue, dès le début de la grève, sur ce qu'elle venait d'annuler : elle rétablissait les 3 % - mais une partie était maintenant liée au présentéisme - et ajoutait même 50 F de plus.

A chaque fin de long weed-end, le mardi 2 mai puis à nouveau le mardi 9 mai, la direction espérait que cette fois la grève allait prendre fin. Mais non, elle tenait toujours ! La direction a fait venir un commissaire de police, un huissier, et entamé une action en justice pour disperser les piquets qui bloquaient les camions. Mais sans succès.

Finalement, elle a lâché encore une toute petite miette : les 50 F de plus seront avancés de juin à mai, et une journée de grève sera payée. Cela a amené un certain nombre de grévistes à reprendre le travail, d'autant plus que certains syndicalistes les y invitaient. Et finalement la grève s'est donc terminée.

Evidemment les grévistes sont loin d'avoir obtenu les 500 F demandés. Mais ils ont tout de même imposé le rétablissement de ce qu'on leur avait promis, et même un peu au-delà, et ils ont tenu en respect une direction qui affichait jusque-là son arrogance.

A ELM, les choses n'en resteront pas là...

Correspondant LO

ARGENTINE

Élections sur fond de catastrophe économique

Manifestations périodiques mais pas de véritable plan de lutte de la part de la C.G.T.

Wollmann / Gamma

Les élections présidentielles prévues pour le 14 mai se tiennent alors que la situation économique s'est brutalement aggravée en Argentine. Cela fait suite en particulier à une spéculation effrénée sur le dollar, passé en quelques semaines de 28 à 51 australs (la monnaie argentine) puis même à 83 australs. Pendant tout le mois d'avril, ce fut la ruée sur la monnaie américaine et la fuite devant la monnaie nationale, qui perdait d'autant plus vite sa valeur que les commerçants augmentaient leurs prix tous les jours et parfois même deux fois par jour ! Lundi 24 avril, par exemple, les médicaments ont brusquement augmenté de 80%.

Cela a suscité évidemment la panique du côté des consommateurs qui se sont dépêchés d'acheter des produits de première nécessité, provoquant des ruptures de stocks. La hausse des prix a dépassé officiellement les 33% pour le seul mois d'avril (86,3% depuis le 1er janvier).

Le 30 avril, le gouvernement a décidé un blocage des prix... après avoir augmenté de 20% les tarifs publics et de 25% le prix des carburants.

Evidemment, pour l'instant, c'est la classe ouvrière et la population pauvre qui font les frais de la situation. Les augmentations de salaires lâchées par le gouvernement, de 17 à 35% selon les secteurs, sont loin de compenser la hausse effarante des prix. Les dirigeants du parti au pouvoir, le Parti Radical d'Alfonsin, comme ceux de l'opposition, sont inquiets et craignent une explosion de révolte parmi la population pauvre.

Certains supermarchés, se souvenant des événements de Caracas il y a quelques semaines, ont renforcé leurs équipes de sécurité. Et la CGT péroniste, pas rassurée du tout, a annoncé qu'il n'y aurait pas de mot d'ordre de grève générale avant les élections présidentielles.

Malgré le profond mécontentement de la population laborieuse, ou plus exactement à cause de lui, la CGT, responsable devant les possédants, se garde bien d'organiser la lutte pour la défense du niveau de vie des travailleurs qui n'a cessé de baisser depuis des années.

Mais, face à l'inflation galopante et à la spéculation effrénée des plus riches, qui veulent encore gagner plus d'argent dans une situation où une partie importante de la population est réduite à la misère et au désespoir, il faudra bien que les travailleurs se défendent.

Les craintes des politiciens sont fondées. La classe ouvrière argentine peut faire rendre gorge aux exploiteurs et aux affameurs. A condition d'être en mesure de mener une politique consciente dans ce sens. En tout cas, elle est la seule classe qui a la capacité de sortir la société de la folie du système capitaliste en crise.

Dominique CHABLIS

PANAMA

Quand les États-Unis changent de candidat !

Bauluz / Gamma

La campagne de la coalition gouvernementale n'avait rien pour plaire aux U.S.A. («USA hors du Panama»).

Bauluz / Gamma

Noriega restera-t-il au pouvoir ?

On a appris le 10 mai que le tribunal électoral de la République du Panama avait décidé d'annuler les élections qui se sont déroulées le 7 mai et qui avaient été l'occasion d'une fraude à grande échelle organisée par le président sortant, le général Noriega.

La coalition au pouvoir a un sérieux problème. Pas celui de faire élire son candidat : les fraudes, qui se sont déroulées à grande échelle et quasi ouvertement, ont dû régler ce problème-là. Bulletins volés, ou brûlés après le comptage des votes, résultats trafiqués à tous les niveaux : les hommes au pouvoir n'y ont pas été de main morte.

C'était d'ailleurs ce qui s'était passé aux dernières élections, en 1984. Mais alors, les Etats-Unis soutenaient la coalition au pouvoir, tandis que maintenant, ils soutiennent l'opposition. Ou plutôt, ils veulent écarter du pouvoir le général Noriega, qui gouverne de fait le pays (le candidat de la coalition gouvernementale, Carlos Duque, a été surnommé "la marionnette de Noriega").

L'ex-président Carter, qui s'était rendu sur place pour surveiller les élections, a fait un discours virulent contre la fraude. Le président des Etats-Unis, Bush lui-même, est monté au créneau et a appelé le général Noriega à *"respecter la voix du peuple"* en reconnaissant la "victoire" de l'opposition et en abandonnant le pouvoir !

On peut être certain que ce n'est pas le souci de la démocratie et le respect des résultats électoraux qui animent Carter et Bush. Bush connaît d'ailleurs bien le général Noriega, qui dirigeait les services secrets de son pays à l'époque où Bush dirigeait la CIA. Mais le contrôle du pays lui tient plus à cœur que Noriega.

Le Panama est une République soi-disant indépendante, mais traditionnellement dirigée en fonction des intérêts des Etats-Unis par personnel politique local interposé. C'est, de plus, une République à statut spécial, puisque le canal de Panama, qui relie l'océan Pacifique à l'océan Atlantique, a été depuis sa création en 1903 sous le contrôle direct des Etats-Unis. Ceux-ci ont officiellement le droit d'envoyer des troupes au Panama pour protéger leurs ressortissants. Le contrôle du canal doit revenir en l'an 2000 au Panama, ce qui constitue une raison de plus pour les Etats-Unis d'entretenir les relations les plus serrées possible avec ce pays.

Le général Noriega ne fait plus l'affaire des dirigeants des Etats-Unis. Il exerce sa dictature sur le Panama, mais c'est aussi le principal dirigeant du trafic de drogue, dans un pays où ce trafic est une institution et l'exportation de la drogue vers les Etats-Unis une grosse source de revenus. Un mandat d'arrêt avait été lancé contre lui par la police américaine en 1988 ! Voilà pour les griefs officiels des dirigeants des Etats-Unis contre lui, sans parler de ceux qu'ils ne rendent pas publics et qui sont peut-être tout aussi nombreux. En tout cas, ils ne veulent plus de Noriega.

Les Panaméens, de toute évidence, n'en veulent plus non plus et ont préféré voter pour le candidat de l'opposition, même si celui-ci ne se distingue guère du candidat au pouvoir. Depuis les élections, des manifestations demandant la proclamation de Guillermo Endara comme président ont eu lieu.

Mais Noriega, envers et contre tout, continue de s'accrocher au pouvoir, comme il le fait depuis plus d'un an. Le résultat le plus clair de la décision d'annulation des élections est d'ailleurs que le candidat de l'opposition n'est pas élu, qu'on ne sait pas quand de nouvelles élections auront lieu, et qu'en attendant Noriega reste en place. Même quand on s'appelle Bush ou Carter, on n'est pas toujours respecté de ses créatures.

Sylvie FRIEDMAN

ÉTATS-UNIS

WASHINGTON CAPITALE DU CRIME

La presse et la télévision française ont abondamment commenté les tristes records que Washington accumule depuis la fin de l'année 1988... au moins autant que les moyens d'information américains eux-mêmes.

Avec 372 assassinats dans la ville «intra muros» (630.000 habitants», 1988 a battu tous les records et a placé Washington en tête des villes américaines pour le taux d'assassinats par habitant, d'où le titre qui lui a été attribué de «capitale du crime».

Reinstein / Gamma

L'assassinat, une des causes majeures de mortalité...

Depuis, d'autres records sont tombés. Début mars, la Saint-Valentin, la fête des amoureux, a été le jour le plus sanglant de l'histoire de la ville, avec 13 personnes tuées ou blessées par balle. Le taux d'assassinats se maintient depuis le début de l'année à un niveau pratiquement double de celui de 1988.

De l'avis général, la vague de meurtres actuelle est directement liée à l'usage et au trafic de drogues, particulièrement le «crack», un mélange à base de cocaïne qui se fume, arrivé sur le marché ces dernières années. Des responsables de la police expliquent qu'il ne faut pas s'inquiéter, qu'une fois que les petites bandes de dealers se seront partagé le territoire, la mortalité sur les trottoirs de la ville reviendra à un niveau «normal»

Le crack a envahi les quartiers pauvres (c'est-à-dire la majorité de la ville), venant s'ajouter à l'héroïne et autres formes de cocaïne. Un reportage du *Washington Post* du 2 avril décrivait comment, dans une cité, *«une femme colmate le dessous de sa porte avec des serviettes, pour empêcher l'infiltration de fumée provenant de crack fumé dans l'escalier».*

La possibilité de gagner 1 000 dollars par jour ou plus comme dealer est tentante. Certains commencent à 11 ou 12 ans et ne tardent pas à transporter un pistolet automatique avec eux en permanence.

Le taux de criminalité et le nombre d'assassinats ont toujours été élevés dans cette véritable société américaine parallèle qu'est la communauté noire. Nombreux sont les militants noirs, comme Malcolm X ou les écrivains noirs, comme Chester Himes, qui sont passés par la prison pour des délits de droit commun. Cependant, cette situation n'a fait que s'aggraver dans les années 1980, qui ont été marquées par une augmentation de la pauvreté dans le pays, et en particulier chez les Noirs, alors que, dans le même temps, la situation des couches les plus riches s'améliorait encore.

L'ÉTAT ET LE GOUVERNEMENT IMPUISSANTS

Le taux de criminalité à Washington suscite évidemment de nombreux commentaires aux Etats-Unis.

Il y a d'abord les appels au renforcement de la police. Le chef de la police de Washington a déclaré que 46 000 personnes avaient été arrêtées dans une opération élégamment baptisée «Clean Sweep» (coup de balai). Les tribunaux ne lésinent pas sur les peines prononcées et les prisons sont pleines. Début mars, une prison de l'agglomération, Faifax County Jail, avait 989 prisonniers, dont 300 dormaient sur le sol ; le nombre de détenus y a augmenté de 200 depuis le début de l'année. Le temps de travail des policiers de la ville est passé de 6 à 7 jours. Tout cela n'empêche pas la montée rapide du taux de criminalité.

Des journaux comme le *Washington Post* et certains hommes politiques réclament un contrôle sur les ventes d'armes, qui sont à peu près en vente libre actuellement quel que soit le genre, y compris des fusils d'assaut du même modèle que ceux de l'armée.

Bush a adopté une mesure considérée comme allant dans ce sens, en interdisant l'importation des fusils d'assaut... Comme il n'a pas interdit leur fabrication dans le pays et leur vente, cela ressemble en fait davantage à un cadeau fait aux fabricants américains qu'à autre chose !

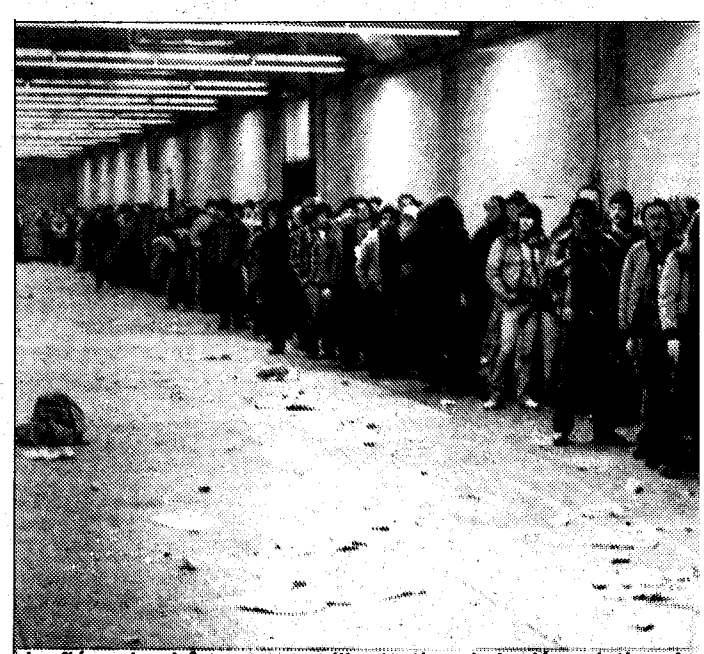
Le maire noir de Washington, Marlon Barry, sert de bouc émissaire. Lors d'une descente de police dans un hôtel, il a été trouvé en compagnie de quelqu'un accusé d'être un petit revendeur de drogue. Les accusations vont de celle de complaisance à celle d'inaptitude.

Alors, le nombre de jeunes impliqués dans la criminalité étant important, c'est de ce côté que le maire s'est tourné pour avoir l'air de faire quelque chose. Il a proposé un couvre-feu la nuit pour les moins de 21 ans, une mesure déjà existante dans des quartiers de certaines villes comme Los Angeles ou Detroit où elle est totalement inapplicable. Cela a finalement été rejeté.

Des portiques détecteurs de métaux ont été installés à l'entrée des lycées publics de la ville, pour détecter les armes à feu. Mesure quelque peu surréaliste, il a été décidé que tout lycéen trouvé porteur d'une arme à feu serait renvoyé pour un an et serait poursuivi comme un adulte s'il a 16 ans au moins.

Une organisation religieuse noire, Nation of Islam, plus connue sous le nom de «Musulmans noirs», a envoyé des équipes patrouiller dans une cité en avril dernier. Cheveux courts, habillés de costumes stricts et portant des nœuds papillons comme ils le font toujours, ils n'étaient armés que de talkies walkies. Ils ont passé à tabac quelques revendeurs qu'ils ont repérés ou que des habitants leur ont discrètement désignés. Les revendeurs ont déserté cette cité.

A la suite de cela, les militants de Nation of Islam ont été appelés dans deux autres cités, puis un lycée. Ils cherchent des soutiens financiers pour payer leurs militants en patrouille, se comportant de fait comme une police parallèle, au service des habitants, mais ne cherchant pas à les organiser et ne leur demandant rien d'autre que des renseignements et de l'argent.



Le fléau du chômage : une illustration de la dégradation des conditions de vie de la population pauvre.

De 1977 à 1988, les revenus réels des 10 % de la population les plus pauvres ont baissé de 10 %. Le nombre total de gens vivant en dessous du «seuil de pauvreté» est passé, de 1973 à 1983, de 23 millions à 35,3 millions.

La situation est pire à Washington, comme dans toutes les grandes villes, qu'au niveau national. De 1980 à 1986, le nombre de gens vivant en dessous du seuil de pauvreté à Washington a augmenté de 8 %. De 1970 à 1980, le pourcentage d'hommes noirs âgés de 20 à 24 ans qui travaillent à plein temps est passé de 61 % à 44 %.

Dans le même temps, les aides sociales diverses ont diminué. Résultat : Washington est la ville des USA où le taux de mortalité infantile est le plus élevé (20,8 pour 1 000 naissances, contre 10,6 au niveau national) et on estime que 7 000 personnes vivent dans la rue.

A Washington encore, plus que dans d'autres villes, les Américains blancs ferment leur voiture à clef de l'intérieur dès qu'ils sont montés, de peur des agressions. La majorité d'entre eux évitent soigneusement de traverser les quartiers les plus pauvres, même en plein jour et en voiture.

Car, à l'exception du centre-ville (emplacement des ministères et des musées) peuplé de touristes et de fonctionnaires le jour et désert la nuit, et de la partie Ouest de la ville où habite une partie de la petite bourgeoisie blanche, étudiants et autres, la majorité de la ville est composée de quartiers ouvriers ou de quartiers très pauvres.

La petite bourgeoisie blanche était allée s'installer massivement en banlieue dès les lendemains de la Deuxième Guerre mondiale. La petite bourgeoisie noire l'a suivie, principalement après les émeutes noires du printemps 1968, pendant lesquelles des immeubles avaient flambé à quelques centaines de mètres de la Maison-Blanche. Selon le *Washington Post* du 4/4/88, *«un tiers de la classe moyenne de la ville – la plupart noirs – déménagea»* alors.

Pourtant, les fonctionnaires et les touristes peuvent sans trop de crainte fréquenter les ministères ou les musées des alentours du «Mall», au centre de la ville. Ils peuvent sans crainte excessive rejoindre leurs banlieues riches ou leurs hôtels. La mort par assassinat frappe de façon très sélective. De 1985 à 1988, si 96 % des meurtriers connus étaient noirs, 90 % des victimes l'étaient aussi, et ce pourcentage ne fait probablement qu'augmenter. L'homicide est aujourd'hui la première cause de mortalité pour les hommes noirs âgés de 15 à 34 ans.

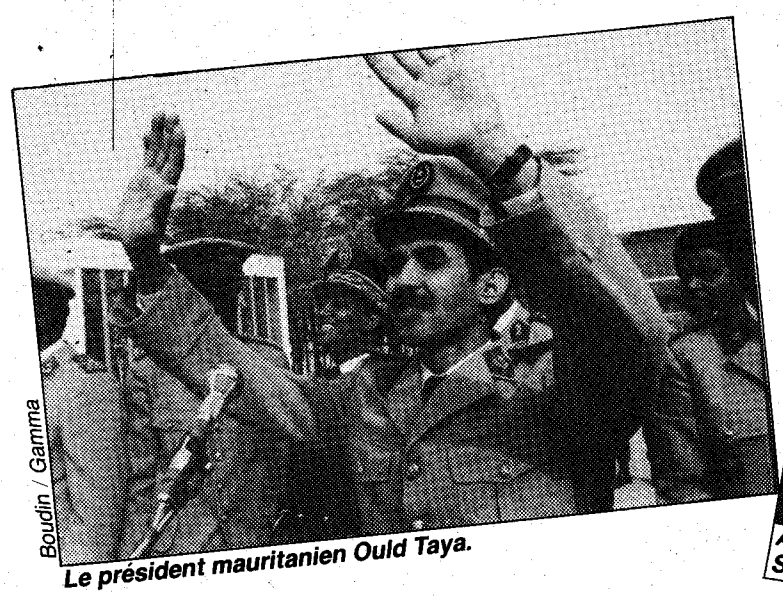
Voilà qui met à nu, dans sa propre capitale, la profonde injustice de ce pays dont tous les chantres, américains et autres, proclament qu'il est la terre des chances égales pour tous.

Philippe NATIER

Gublin / Gamma

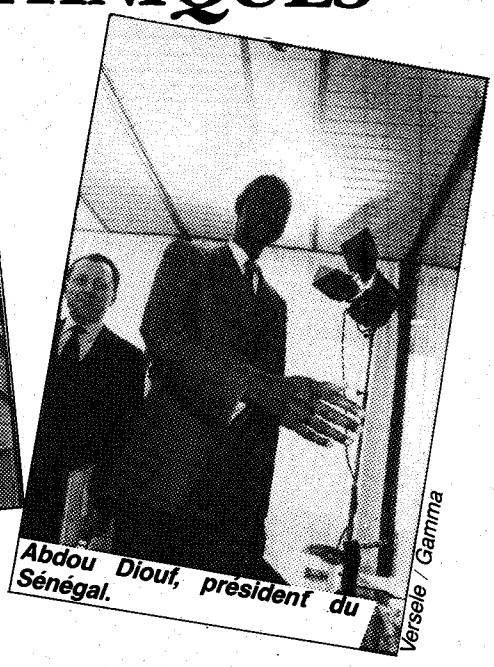
SÉNÉGAL-MAURITANIE

QUAND LES GOUVERNEMENTS JETTENT DE L'HUILE SUR LE FEU DES CONFLITS ETHNIQUES



Boudin / Gamma

Le président mauritanien Ould Taya.



Abdou Diouf, président du Sénégal.

Versele / Gamma

Dans la semaine écoulée, des dizaines de milliers de Mauritaniens et des dizaines de milliers de Sénégalais, après les massacres qui ont ensanglanté ces deux communautés, ont fait l'objet d'un retour forcé dans leur pays d'origine. Cela ne s'est pas limité à une chasse à la nationalité. Les événements ont confirmé la tournure raciale ouverte du conflit, la couleur de la peau primant sur la nationalité, aussi bien au moment des expulsions qu'au moment des massacres. C'est ainsi que le correspondant du *Monde*, dans son numéro du 9 mai, rapporte que, si de nombreux Maures nés au Sénégal dans la région de Saint-Louis (une ville qui fut la capitale de la Mauritanie à l'ère coloniale, avant d'être inclue dans le Sénégal) n'ont pas eu de problème pour rester à Nouakchott, des Noirs de Mauritanie ont dû, eux, être embarqués vers le Sénégal. En particulier des membres de l'administration mauritanienne ou de la police, dont une partie est arrivée en uniforme au Sénégal.

A Dakar, où tous les Mauritaniens qui assuraient le petit commerce et la distribution (comme en général dans le reste du pays) ont été expulsés et leurs magasins dévalisés, de graves problèmes d'approvisionnement se posent maintenant. La population la plus pauvre est évidemment la première à en souffrir. De plus, les commerçants libanais et syriens, traditionnellement en possession du gros commerce, se sentant également menacés, commencent aussi à partir.

En Mauritanie, le fait que les métiers artisanaux et techniques sont exercés quasi exclusivement par des Sénégalais va peser sur l'économie du pays, et là encore accroître rapidement les difficultés de la population la plus pauvre. C'est que autant au Sénégal et en Mauritanie qu'au Mali, différentes ethnies cohabitent depuis des temps lointains. Les uns et les autres, chacun dans leur spécialité, assuraient la survie économique de tous, par des échanges multiples, en coexistant sur les mêmes lieux. Que ce soit entre éleveurs et cultivateurs. Peuls, Sarakolés ou Maures, ou entre commerçants, artisans, ouvriers, originaires des mêmes ethnies, dans les villes, ou plutôt aujourd'hui dans les bidonvilles où la masse des chômeurs se mêle à tous ceux qui exercent de multiples petits métiers.

La fin de cette coexistence et la séparation sur des bases nationales et raciales ne peut être qu'une tragédie pour ces populations à qui elle causera de terribles dommages. Ces événements n'arrivent pas comme un coup de tonnerre dans un ciel serein. Ils sont le produit de la misère, grandissante depuis quelques années. Dans les campagnes, la sécheresse et l'avancée du désert ont aiguisé les problèmes. Les troupeaux en quête de nourriture empiétant sur les cultures de plus en plus maigres, les incidents se sont multipliés. Et dans les villes où la pauvreté s'est accrue avec ces années de crise et de surexploitation, tant par les gouvernements locaux que par les banques et les financiers étrangers, il suffit de quelques restrictions, de quelques humiliations supplémentaires pour que se déchaîne la violence. D'autant plus que les gouvernements et les autorités respectives des deux pays n'ont pas manqué de jeter de l'huile sur le feu, espérant par leur démagogie éviter que le mécontentement ne se retourne contre eux.

On a encore entendu la semaine passée le président de la Mauritanie rejeter la responsabilité sur le gouvernement du Sénégal et appeler à *«l'unité nationale et à la concorde»*. Et on a vu le lendemain l'agence de presse officielle du Sénégal l'accuser d'avoir donné *«le feu vert aux hordes déchaînées»*.

Pour les gouvernements, le responsable, l'ennemi, c'est celui qui n'a pas la même nationalité, voire pas la même couleur de peau.

Louis GUILBERT

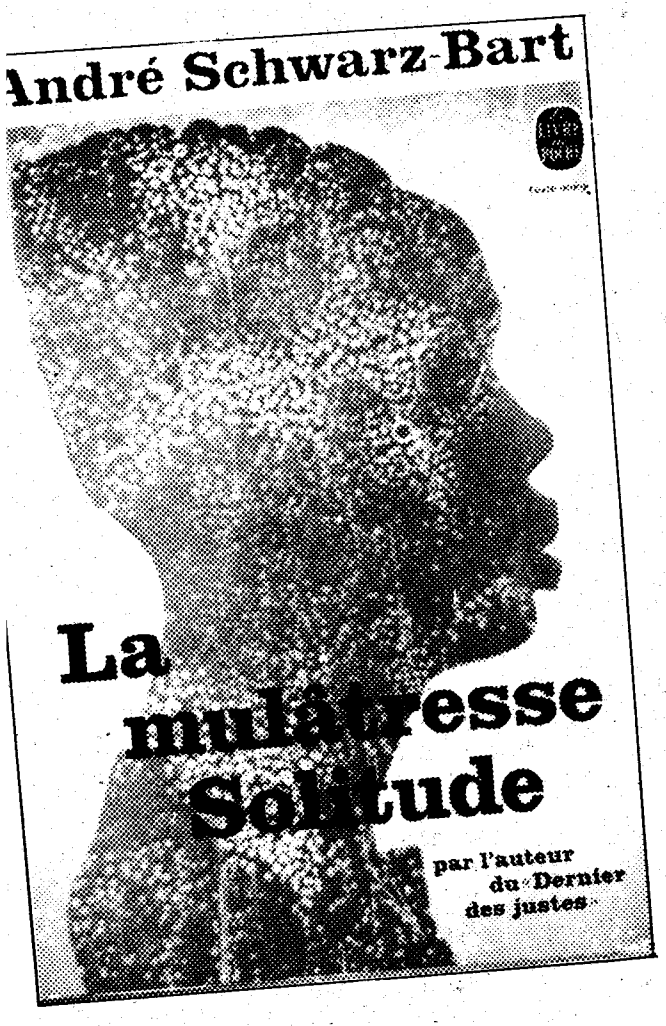
DEUX MANIFESTATIONS À PARIS

A Paris, 200 personnes se sont rassemblées au Trocadéro la semaine dernière, à l'appel des organisations de travailleurs du Mali, de Mauritanie, du Sénégal, pour protester et demander aux gouvernements d'intervenir pour arrêter les expulsions et les massacres.

C'est certes une prise de position désavouant ce qui s'est passé. Mais il ne faut pas oublier que ces mêmes gouvernements, à qui cette démonstration était adressée, mènent une politique qui continue à dresser les populations les unes contre les autres. Et l'intérêt des pauvres, des exploités, des travailleurs de ces pays, n'est pas de prendre fait et cause pour leurs gouvernements respectifs, ni même d'en attendre quoi que ce soit. Il est d'affirmer leur identité d'intérêts et de tisser eux-mêmes les liens entre les différentes communautés ethniques. C'est cette prise de position qui a été clairement exprimée lors du meeting organisé par l'Union Africaine des Travailleurs Communistes Internationalistes, qui a réuni 80 personnes.

ROMANS

Quand la Révolution bouleversait



«La mulâtresse Solitude»

d'André et Simone Schwarz-Bart

Solitude fut, aux côtés de Delgrès, l'héroïne de la lutte des esclaves de Guadeloupe pour garder la liberté que leur avait donnée la Convention en 1794. Ce roman raconte comment la mère de Solitude fut arrachée à son village d'Afrique par des chasseurs d'esclaves, violée sur le bateau négrier, puis asservie au travail de la canne. Solitude, née de ce viol, mi-blanche mi-noire, avec un œil bleu et un autre noir, fut traitée en objet rare, comme une poupée de luxe dans la maison du maître. Mais elle était attirée par ses frères noirs, les esclaves des plantations. Elle suivit sans trop comprendre les événements qui bouleversèrent l'île et son monde qui se limitait aux champs de la plantation, mais elle rêvait de rejoindre sa mère qui s'était enfuie.

Danton, en 1794, avait proclamé l'abolition de l'esclavage. Il s'agissait de faire pièce à l'Angleterre qui, avec l'aide des coloniaux français, avait fait main basse sur les possessions françaises des Antilles. *«Le 7 mai 1795, les troupes de la Convention débarquaient en Grande-Terre en Guadeloupe, où elles répandaient le décret de l'abolition de l'esclavage. Et le 12 mai suivant, grossies par les esclaves rencontrés en chemin, elles faisaient leur entrée dans les faubourgs de Pointe-à-Pitre»*. Mais la guillotine, qui avait sévi contre ceux qui aidaient l'Angleterre, commença à fonctionner cette fois contre *«des nègres des champs»*. C'était le moyen, pour le nouveau gouverneur Hughes, de remettre au travail les esclaves qui avaient fui les plantations.

Pourchassés, encordés de nouveau, les anciens esclaves furent reconduits aux champs *«sous la surveillance d'un détachement de gardes nationaux. Le régime y était doux. Les fouets s'ornaient de petits rubans multicolores, ils étaient administrés selon un barème précis et non plus, comme autrefois, au gré du caprice des planteurs»*. La nouvelle *Marseillaise* des esclaves devenus citoyens était : *Allons enfants de la Guinée, le jour de travail est arrivé...* La guillotine escalada les mornes à la recherche de *«citoyens qui ne comprenaient pas leurs nouveaux devoirs. Nombre d'entre eux, fuyant la liberté, l'égalité et la fraternité, gagnaient l'obscurité profonde des bois»*, racontent les auteurs.

Solitude fut du nombre. Elle aussi tint tête aux troupes de Napoléon (devenu entre-temps empereur) dans le dernier bastion de résistance des Noirs insurgés. Napoléon rétablit l'esclavage officiellement et Solitude, prisonnière, fut exécutée, victime de la répression sauvage exercée par les colons lorsqu'ils recouvrèrent leurs propriétés... Comme des milliers d'autres pour qui la Révolution avait éveillé l'espoir de leur libération.

Cécile BERNIER

La mulâtresse Solitude *d'André et Simone Schwarz-Bart - Livre de Poche.*

• «Le Siècle des Lumières»

d'Alejo Carpentier

L'écrivain cubain Alejo Carpentier fait revivre ici des épisodes peu connus de la Révolution française et de ses répercussions aux Antilles.

Les héros, de jeunes bourgeois de La Havane, alors possession espagnole, s'enthousiasment pour les idées de la Révolution et se lient d'amitié avec Victor Hughes, un Français originaire d'Haïti, neveu d'un boulanger enrichi par la Révolution. Celui-ci, Jacobin de cœur, marin et négociant de son état, allait devenir le représentant de la Convention en Guadeloupe, qu'il reconquit les armes à la main, sur les Anglais.

Le roman nous entraîne successivement de Cuba à Paris, au cœur de la Révolution, dans les clubs jacobins, à la Société des Amis des Nègres. Mais, à Paris, la Révolution est déjà sur son déclin. Dans le milieu des Espagnols attirés en France par la Révolution, on constate avec amertume que les étrangers sont désormais mal vus et que les révolutionnaires perdent *«la grande occasion de porter la Révolution en Espagne. Ils n'ont plus envie de faire la révolution universelle ! Ils ne pensent qu'à la Révolution française»*. Et encore ! *«Ils ont pris la Bastille pour libérer quatre faussaires, deux fous, un pédéraste. Mais ils ont créé le bagne de Cayenne, qui est bien pire que toutes les Bastilles !»*

Effectivement, les héros suivent Victor Hughes dans ses succès en Guadeloupe, où il apporte le décret de l'abolition de l'esclavage. Mais Hughes a sa stratégie pour enrichir la République (et lui-même) en faisant opérer des marins corsaires au service de la Révolution dans la mer des Antilles, contre les vaisseaux espagnols et anglais. Seulement, Hughes s'adapte aux aléas et au recul de la Révolution. Et il n'hésite pas à faire revendre des cargaisons d'esclaves destinées aux possessions anglaises ou espagnoles sur la côte. Trafic d'autant plus lucratif que, depuis le soulèvement de Haïti et de la Guadeloupe, l'esclave est devenu une denrée rare qui s'arrache à prix d'or.

Carpentier dresse un portrait peu sympathique mais nuancé du personnage de Hughes, révolutionnaire mais bourgeois, aventurier et sans scrupule, qui ne tarde pas à abandonner l'idéal révolutionnaire pour faire des affaires juteuses au service des gouvernements issus de la Révolution. On assiste parallèlement à l'enrichissement soudain de la Guadeloupe à partir du pillage des mers et du trafic négrier dans les autres Antilles, jusqu'au moment où Hughes, toujours bien en cour sous le Directoire puis sous le Consulat, est nommé à Cayenne.

Le roman s'achève dans les décombres de Madrid insurgée contre les troupes de Napoléon. La révolution est bel et bien finie. Les hommes qui ont pris le pouvoir en France avec Napoléon n'ont rien de plus pressé que de briser l'élan de la Révolution et les espoirs que celle-ci a fait naître au cœur des autres peuples, en noyant littéralement dans le sang ceux qui se révoltent.

Une vaste fresque (où on se perd même parfois) sur l'impact de la Révolution dans l'Ancien et le Nouveau Monde, où les idéaux du Siècle des Lumières ont éveillé les nationalités.

C.B.

Le Siècle des Lumières *d'Alejo Carpentier - Coll. Folio.*

les Caraïbes

• «Histoires des Caraïbes» d'Anna Seghers

Ces trois récits d'Anna Seghers montrent à quel point la Révolution française a ébranlé le système colonial édifié sous la royauté, mais plus par des effets indirects que par une politique délibérée et cohérente. Les bourgeois colonialistes entendaient bien en effet garder entiers les profits du sucre, du rhum, du café. Et sans esclaves, rien de tout cela. Ce que l'un des personnages, représentant du corps expéditionnaire français, chargé par le Consulat de remettre au travail les esclaves dans les plantations, dit sans ambages : «*Sous Bonaparte, le sucre est exactement le même que sous Louis XVI. (...) C'est la France qui a changé, pas le sucre (...) Il n'y a que les nègres qui puissent couper la canne. C'est pourquoi ce seront les mêmes lois, pour les mêmes Noirs.*» Mais la reprise en main fut d'autant plus longue et difficile que l'ébranlement révolutionnaire avait mis en mouvement les Noirs eux-mêmes. Leur révolution fut écrasée dans un bain de sang par les troupes de Napoléon, sauf à Haïti.

Le premier récit, *Les noces de Haïti* raconte précisément la révolte de Toussaint Louverture à Haïti. Elle éclate en août 1791, alors que les planteurs, eux, se rallient à l'Angleterre pour garder leurs possessions. Toussaint Louverture, le chef des insurgés noirs, qui organise une véritable armée, propose ses services à la Convention en échange du décret d'abolition de l'esclavage.

C'est au travers de l'histoire de Michel Mendez, fils d'un riche diamantaire juif, qui a été gagné à Paris aux idées de Robespierre et prône l'égalité des droits pour les Juifs, les Indiens, les Mulâtres et les Noirs, qu'on voit à Haïti la répercussion des événements parisiens. Car les Noirs suivent les événements. Ils sont même très bien placés pour cela. Dans les réceptions, les fêtes que se donnent les riches planteurs, les Noirs servent et écoutent «*tout ce qu'ils racontent sur la France, les émeutes paysannes, les rassemblements, les discussions sur le fisc, l'incapacité de la Cour, la fureur populaire*». Ils en parlent ensuite, une fois de retour dans leurs cases.

Mais Bonaparte succède à Robespierre et Napoléon envoie un corps expéditionnaire combattre le pouvoir noir. Toussaint Louverture est déporté, mais Haïti reste indépendante. Certes pas comme Toussaint Louverture l'avait projeté, «*libre et forte, parmi les libres et fortes Républiques de l'époque. Elle était appauvrie, vidée de sa substance, économiquement dépendante des riches pays du monde. Mais elle resta un Etat nègre*».

Le deuxième récit, *Le rétablissement de l'esclavage en Guadeloupe,* met en scène des révolutionnaires qui se sont alliés aux Noirs libérés par la Convention en 1794. Les esclaves libérés ont fui le travail sur les plantations. Et Napoléon n'a rien de plus pressé que d'envoyer la troupe pour les réenchaîner au travail et remettre en vigueur l'esclavage. Un commandant mulâtre fait sauter le fort qu'il dirigeait, en signe de protestation.

Le troisième récit, *La lumière sur le gibet,* a pour cadre la Jamaïque, alors possession anglaise. La République française envoie deux émissaires pour y aider au soulèvement des esclaves contre l'Angleterre, à l'instar de ce qui s'est passé à Haïti. Mais le soulèvement échoue, en partie parce qu'à Paris le consul Bonaparte a «*déjà pris la République en remorque*» et mis en branle la chasse aux révolutionnaires. L'un des deux émissaires trahit et passe en Angleterre, l'autre est pendu...

Trois récits courts mais riches (même si c'est quelquefois difficile à suivre, par manque de référence claire aux événements historiques) qui dressent un tableau nuancé de la société coloniale des Antilles ébranlée par le mouvement révolutionnaire.

Gil LANNOU

Histoire des Caraïbes *d'Anna Seghers - Edition l'Arche. Difficile à trouver, sinon en bibliothèque.*

SUR LA GUERRE D'ALGÉRIE

«Quatre orteils coupés et un talon en moins, c'est du bol d'avoir sauté sur cette mine au bout de six mois d'armée. Hôpital, permission de convalescence, médaille des blessés, bientôt la quille, Gomez attend sans inquiétude le verdict de la commission de réforme. Finis les crapahuts interminables, la sueur, la soif, la trouille, l'épuisement, le moral à zéro, on l'appelle. Il est classé service auxiliaire, envoyé suivre un stage d'infirmier, six semaines. Il est réaffecté à l'escadron et recommence à crapahuter comme les copains. Quatre orteils coupés et un talon en moins.»

Service auxiliaire est l'une des 59 *Nouvelles de la zone interdite* signées Daniel Zimmermann. Autant d'instantanés «coups de poing» - que le lecteur prend directement à l'estomac - sur cette «opération de maintien de l'ordre», comme disait Mitterrand à l'époque, mais qui était déjà la sale guerre imposée à l'Algérie, mais aussi aux «bidasses» français, avec ses bordels de campagne, sa gégène, ses officiers pourris, ses massacres et son lot d'ordures au quotidien.

La sale guerre, dénoncée avec rage par un appelé de 1957 qui n'a pas oublié.

Nouvelles de la zone interdite *de Daniel Zimmermann - Ed. L'instant - 69 F.*

N.B. Daniel Zimmermann sera à la Fête, dimanche à 18 h, au chapiteau des débats, place Karl-Marx.

LUTTE OUVRIERE
(Union Communiste Internationaliste)

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Adresser toute correspondance à
LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE.

Lutte Ouvrière est éditée par la société Éditions E.A. - B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18. SARL au capital de 20000 F, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970 - Gérant : Michel Rodinson - Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat - Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson - Tirage 17000 exemplaires - Composition : Point Virgule Photocomposition, Paris - Impression : Roto de Paris, La Plaine St-Denis (Seine Saint-Denis) - Commission paritaire des publications n° 64995.

ABONNEMENTS

- à **Lutte Ouvrière** - hebdomadaire :
France : 6 mois : 130 F - 1 an : 250 F - Autres pays, voie ordinaire : 6 mois : 170 F - 1 an : 320 F.
- à **Lutte de Classe** - mensuel trilingue en français, anglais et espagnol édité par L'Union Communiste Internationaliste.
France, 1 an : 80 F.
Autres pays, voie ordinaire, 1 an : 95 F.
Pour envois par avion ou sous pli fermé, tarifs sur demande.

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : .....
PRÉNOM : .....
ADRESSE : .....
CODE POSTAL ET VILLE : .....
COMPLEMENT D'ADRESSE : .....
Je m'abonne à : LUTTE OUVRIÈRE - LUTTE DE CLASSE, pour une durée de : .....
(rayer la mention inutile).
Ci-joint la somme de : .....
Règlement par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON ou par virement postal à MICHEL RODINSON - CCP 6 851 10 R - PARIS.

IRAN

Les exhortations au terrorisme de Rafsandjani :

CE QUI INQUIÈTE LES OCCIDENTAUX

Une nouvelle fois les dirigeants iraniens ont soulevé un gros émoi en Occident. Cette fois ce n'est pas Khomeiny lui-même, comme dans l'affaire Rushdie mais Rafsandjani, l'actuel président du Parlement, et l'un des plus sérieux prétendants à la succession du vieillard qui gouverne l'Iran.

"*Si pour venger chacun de leurs martyrs*" (les Palestiniens) "*tuaient cinq Américains, Britanniques ou Français, les sionistes ne poursuivraient pas leurs exactions*" aurait affirmé Rafsandjani. Il aurait également conseillé aux Palestiniens de détourner des avions et de faire sauter des installations industrielles dans les pays occidentaux. Il est vrai que quelques jours plus tard, Rafsandjani aurait démenti avoir appelé au meurtre d'Occidentaux. Mais l'effet de ses déclarations reste.

Au moment où Arafat est reçu à Paris, où l'OLP met tout en œuvre pour apparaître comme un embryon d'Etat palestinien convenable et acceptable, ayant renoncé au terrorisme, où tout le monde s'affaire pour parvenir à un règlement négocié en Palestine, ces exhortations sont un beau pavé dans la mare.

Les raisons de Rafsandjani sont certainement diverses. Il y a la volonté de se placer, lui qui a passé longtemps pour un modéré, pour la succession de Khomeiny. Et aujourd'hui cela exige, semble-t-il, une surenchère dans le radicalisme anti-occidental et l'intégrisme islamique, en tout cas dans les discours. Alors, va pour le radicalisme... dans les conseils aux Palestiniens.

Il y a aussi sans doute la volonté d'étendre l'influence de l'Iran parmi les Palestiniens et d'aider les politiciens intégristes dont on sait qu'ils sont en concurrence avec les autres tendances politiques, en particulier dans les territoires occupés en révolte. Alors que chaque jour l'armée israélienne fait de nouvelles victimes parmi la population palestinienne sans parvenir à calmer les émeutes et les manifestations, la politique actuelle de l'OLP et d'Arafat ne doit pas manquer de susciter questions et réprobations. C'est le moment choisi par Rafsandjani pour tenir le langage qui peut plaire et flatter ceux qui se battent depuis des mois, armés de pierres contre les mitrailleuses israéliennes, et peuvent se sentir trahis par Arafat et sa diplomatie.

Le régime iranien ne fait là que prendre la succession de nombreux autres régimes arabes ou musulmans qui depuis quarante ans ont cyniquement et démagogiquement utilisé la cause palestinienne. Ils se comptent par dizaines, les dictateurs de la région qui ont lancé des appels enflammés en solidarité avec les Palestiniens sous la botte israélienne, sans faire en général quoi que ce soit d'effectif en leur faveur, bien pire parfois en persécutant eux-mêmes les Palestiniens réfugiés chez eux, et en tout cas toujours en écrasant eux-mêmes leur propre peuple sous leur propre botte.

Rafsandjani est donc le dernier du lot. Il ne dépare pas la collection, lui, le dignitaire d'un régime qui a institué en Iran une dictature réactionnaire féroce contre la classe ouvrière, contre les femmes, contre tout ce qui peut être progressiste, qui a fait tuer un million de jeunes dans une guerre qui n'avait d'autre raison que de consolider le régime, qui les mois derniers encore a vidé les prisons en massacrant des milliers d'opposants qui y étaient détenus. Rafsandjani le cynique qui, comme le scandale de l'Irangate l'a montré, trafiquait tranquillement des armes, des otages et l'amélioration des relations avec les Etats-Unis, pendant que les discours officiels condamnaient le "grand Satan" et invitaient tous les musulmans à le combattre. Les Palestiniens qui pourraient se laisser prendre à ses paroles présentes se préparent de belles déceptions.

Il y a pourtant autre chose. Et c'est ce qui préoccupe sans doute les gouvernants occidentaux, qui jugent certainement avec sérénité la démagogie d'un Rafsandjani. Indépendamment de celui-ci, il y a la révolte de la population palestinienne. Celle-ci, désespérée d'une lutte inégale qui fait les victimes par centaines d'un seul côté, se sentant trahie de toutes parts, sans espoir d'être libérée prochainement du joug israélien, pourrait fort bien susciter à nouveau en son sein des groupes prêts à faire payer à l'Amérique, à la Grande-Bretagne et à la France le soutien que ces Etats impérialistes continuent à apporter de fait à Israël, en s'en prenant à leurs ressortissants, en détournant leurs avions, en plastiquant leurs usines.

Alors, ce n'est pas la crainte d'un Rafsandjani, c'est celle des opprimés du Moyen-Orient qui déclenche fureur ou hystérie chez les dirigeants impérialistes.

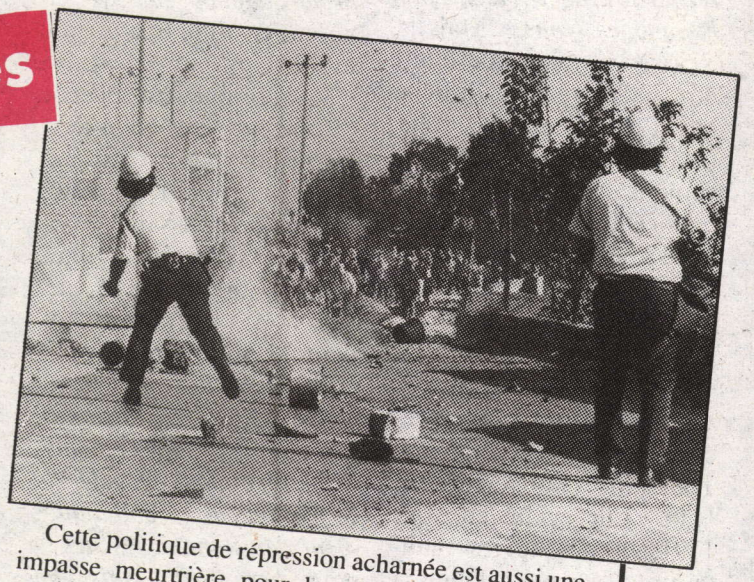
Jacques MORAND

Territoires occupés

Au 18e mois de l'Intifada

Quatre morts et plus de deux cents blessés par balles dont certains très gravement à Gaza ; un mort et une dizaine de blessés pour la seule ville de Bethléem en Cisjordanie. C'est là le très lourd bilan palestinien de la fête de fin de Ramadan, un des plus lourds depuis le début de l'Intifada, la "révolte des pierres" dans les territoires occupés.

L'impuissance du gouvernement israélien à étouffer la révolte qui depuis plus d'un an et demi dresse la population arabe des territoires occupés contre lui, est à la mesure de la violence de ses réactions devant toute manifestation palestinienne. Ainsi, au cours de ces fêtes de fin de Ramadan, les gaz lacrymogènes ont été envoyés pour disperser les processions de fidèles se rendant dans les cimetières de Gaza ; des tirs à balles réelles ont répondu de nouveau aux jets de pierres ; les arrestations des blessés ont été faites jusque dans les ambulances et dans les hôpitaux ; le couvre-feu a été imposé dans tous les camps de réfugiés et de nombreuses localités de Gaza.



Cette politique de répression acharnée est aussi une impasse meurtrière pour la population juive. Elle contraint cette dernière à vivre l'arme à l'épaule, dans la peur permanente. Elle a fait d'Israël un camp retranché dans lequel il n'y a de relative sécurité qu'au prix d'une oppression féroce des Palestiniens. La célébration du 41e anniversaire de la proclamation de l'Etat d'Israël l'a illustré une nouvelle fois. Les territoires occupés ont été entièrement bouclés pour cette journée du 10 mai, transformés en véritables ghettos, toute circulation entre eux et Israël étant formellement interdite. De façon provocante, deux nouvelles colonies juives ont été solennellement ouvertes ce jour-là en Cisjordanie par des colons religieux proclamant leurs violents sentiments anti-arabes tandis que le Premier ministre israélien Yitzhak Shamir, renouvelait son engagement à "vaincre l'Intifada", et à poursuivre l'implantation de colonies juives dans les territoires occupés, "*meilleurs remparts contre la création d'un Etat palestinien*".

Ainsi, quarante et un ans après sa naissance, l'Etat d'Israël célébrait en même temps sa vocation d'Etat oppresseur des populations arabes de la région et sa totale impuissance à étouffer leur révolte.

Lucienne PLAIN

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995